

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 04/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PERENNES CEREALES ex Triskalia

...
22200 Plouisy

Références : Chrono D 236 / Recommandé n° 1A 201 777 7946 2
Code AIOT : 0005500069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement PERENNES CEREALES ex Triskalia implanté 18 route de Kerbost ZI 22200 Grâces. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERENNES CEREALES ex Triskalia
- 18 route de Kerbost ZI 22200 Grâces

- Code AIOT : 0005500069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé à exploiter des silos de stockage de céréales, soumis à autorisation au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des ICPE. Il bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19/06/1991 modifié le 04/03/2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence de bidons de produits étiquetés "dangereux pour l'environnement" stockés sans rétention et la présence de cartouches de graisse "jetées" au sol. Il convient que l'exploitant élimine dans une filière autorisée les cartouches de graisse et stocke sur rétention les produits dangereux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R.181-47	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Détection d'incidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Contrôle des Accès	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Fosse de réception	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	Sans objet
5	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a mis en évidence une mauvaise connaissance des obligations réglementaires applicables au site et des non-conformités qui font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, .
Prescription contrôlée : I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. (...)
Constats : C'est la société EUREDEN (ex-TRISKALIA) qui est autorisée à exploiter les silos de Grâces. Mais la société EUREDEN a informé l'inspection qu'elle a été contrainte de vendre ce site après une décision de l'autorité de la concurrence et que depuis le 01/01/2020, le site est exploité par la société PERENNES Céréales. La société PÉRENNES Céréales n'a pas procédé à la démarche de changement d'exploitant comme exigée réglementairement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société PÉRENNES Céréales doit déclarer au Préfet des Côtes-d'Armor le changement d'exploitant pour le site qu'elle exploite à Grâces.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).
Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agréeage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.
Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration

géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.
Constats : La visite sur site a permis de constater que les silos métalliques sont situés à plus de 25m des bureaux situés dans l'entrepôt voisin, utilisé par la société PÉRENNES Céréales et la société EVEN.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre. (...)
Constats : En terme de moyens de lutte contre l'incendie, l'arrêté préfectoral du 19/06/1991 prescrit à son article 2.II.31 un poteau incendie à moins de 100m de 60m ³ /h ou une réserve de 120m ³ , des extincteurs et une ou des colonne(s) sèche(s). La visite sur site a permis de constater la présence d'un extincteur au niveau de la cellule de stockage à plat du colza (avec un macaron indiquant un contrôle en mars 2024) et un autre extincteur près de l'armoire électrique. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les poteaux incendie les plus proches du site. La consultation de la base de données du SDIS met en évidence la présence de 3 poteaux incendie : - poteau référencé 006 situé à moins de 5m du site dans la rue d'accès au site et à celui de COOPERL, - poteaux référencés 007 et 035, situées entre 300 et 350m du site. Tous les silos verticaux du site sont des silos verticaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral semblent anciennes et peu adaptées au site. L'inspection demande à l'exploitant : - de déterminer les moyens de lutte contre l'incendie nécessaire au site, sur la base d'une analyse

de risques (extincteurs, RIA, colonne sèche, poteau incendie, etc.)
- de se rapprocher du service prévision du SDIS 22 à Saint-Brieuc pour avoir leur expertise sur les moyens de lutte contre l'incendie, - de demander à la commune les derniers résultats des tests en débit et pression des poteaux incendie de la zone d'activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : La visite sur site n'a pas mis en évidence de niveau d'empoussièrement important. A noter que la visite a été réalisée hors période de collecte. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection ni le registre de suivi des nettoyages, ni les procédures de nettoyage précisant les fréquences.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit organiser les modalités et fréquences de nettoyage et tracer ces opérations de nettoyage, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, .
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise contrôler le taux d'humidité et la température lors de la réception des céréales : un échantillon est prélevé dans le camion grâce à la "canne sonde" et un autre dans la fosse de réception. Si le taux d'humidité constaté à cette occasion est supérieur à 15-15,5%, les céréales sont envoyés vers le séchoir du site de Plouisy.</p> <p>La visite sur site a également permis de constater la présence d'une sonde thermométrique dans l'un des silos métalliques (3 "fils" par silo avec 3 mesures de température par "fil").</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, .
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'un début d'incendie est survenu en octobre 2023 au niveau</p>

de l'armoire électrique. La visite sur site a permis de constater la présence d'armoires électriques neuves en cours d'installation. La société PÉRENNES CEREALES n'a pas déclaré cet incident à l'inspection et aucun rapport n'a été transmis à l'inspection permettant d'expliquer les causes de ce début d'incendie, ses conséquences et les mesures correctives et préventives prises.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société PÉRENNES CEREALES doit déclarer tout incident à l'inspection et transmettre un rapport d'incident à l'inspection permettant d'expliquer les causes du début d'incendie survenu en octobre 2023, ses conséquences et les mesures correctives et préventives prises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Détection d'incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : (...) <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> (...)
Constats : La visite sur site a permis de constater que l'élévateur à godet de la fosse de réception est équipé d'un détecteur de rotation et que des capteurs de bourrage sont présents au niveau du transporteur. Cependant, depuis l'incendie survenu en octobre 2023 dans l'armoire électrique, il n'y a plus ni report d'information de ces capteurs / détecteurs ni asservissement pour arrêter les installations en cas de défaut. La visite sur site a permis de constater la présence de nouvelles armoires électriques mais l'exploitant a précisé qu'il était en attente d'internet pour permettre à l'automatiseur de finaliser l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité son installation afin que toute détection

d'incident (bourrage, défaut de rotation, etc.) soit détectée, reportée et asservie à l'arrêt des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle des Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). (...)
Constats : La visite sur site a permis de constater que le site était ouvert alors qu'aucune personne de la société PERENNES CEREALES n'était présente à notre arrivée sur site et que des personnes (chauffeur attendant une livraison et clients de la société voisine EVEN) étaient présentes sur le site. De plus, le site n'est que partiellement clôturé, notamment au niveau de l'accès du site COOPERL.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son site afin les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès librement aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Fosse de réception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : (...) Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none"> • soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles); • soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. (...)

Constats : La visite sur site a permis de constater l'absence d'aspiration au niveau de la fosse de réception.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier le respect de cette prescription et apporter les justificatifs permettant de s'assurer que la fosse de réception est suffisamment ventilés pour éviter une concentration de poussières de 50 g/m3. A défaut, un système d'aspiration devra être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois